

## Bolivie : mobilisation nationale le 13 octobre prochain

29-09-2008

Conclusions de l'Assemblée Nationale d'Urgence de la Coordination pour le Changement, Cochabamba, septembre 2008. Le peuple se mobilisera le 13 octobre pour son droit de décider.

Ce samedi dans la ville de Cochabamba a eu lieu l'Assemblée Nationale d'Urgence de la Coordination pour le Changement-CONALCAM qui agglutine tout le mouvement social indigène, ouvrier et populaire de Bolivie. L'Assemblée a été inaugurée le matin par le président Evo Morales, qui a modéré les débats durant toute la journée. CONALCAM ont été présents des organisations des campagnes et des villes de tous les départements de la Bolivie. Des organisations matrices comme la Coordination des 6 Fédérations de cocaleros du tropique de Cochabamba, la Confédération de Peuples Indigènes de l'Orient-CIDOB, la Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans (Csutcb), le Conseil National des Ayllus et Marcas du Qollasuyu, La Confédération de Femmes Indigènes Originaires "Bartolina Sisa", La confédération de colonisateurs de la Bolivie, Cocaleros de los Yungas de La Paz, la Fédération des assemblées de quartier (FEJUVE) de El Alto, La Fédération de Paysans "Tupaj Katari" de La Paz, la Fédération de paysans de Jach'a Omasuyus-Ponchos Rouges, le Mouvement sans Terre, les Comités civico-populaires, la Fédération de Mineurs Coopérativistes de Bolivie, la Centrale Ouvrière Régionale de El Alto, le transport libre, les Regantes, des Etudiants et des groupes juvéniles de la citadelle Andrés Ibáñez - Plan 3000 de la ville de Santa Cruz, et plusieurs d'autres. Tous ont fait usage de la parole, grandes et centrales organisations et groupes urbains populaires. On a délibéré durant toute la journée et on est arrivés à d'importantes conclusions et résolutions. 1. - Ratifier notre lutte inéluctable pour la démocratie, pour l'unité de la Patrie et la défense de la démocratie, démocratique et culturelle, sous le leadership du président Evo Morales Ayma. 2. - Déclarer la mobilisation nationale et départementale pour garantir l'approbation de la nouvelle Constitution Politique de l'État, pour garantir la refondation politique, économique, sociale et culturelle de la Bolivie avec unité, justice sociale, égalité, équité et solidarité. 3. - Dénoncer et condamner devant la communauté internationale et nationale, le prétendu coup d'État civil-civico-préfectoral qui a violé et ignoré l'état de droit, en portant atteinte à l'institutionnalité, aux droits de l'homme et aux droits de la vie avec des actions terroristes et génocides. 4. - Obliger les préfets de Beni, Santa Cruz, Tarija et de Chuquisaca à souscrire d'ici le 15 octobre aux progressions obtenues lors du dialogue en référence à l'approbation de la nouvelle Constitution Politique de l'État, ainsi qu'exiger du Congrès National, l'approbation de la Loi de Convocation au Référendum d'approbation de la nouvelle Constitution Politique de l'État. 5. - Convoquer à la marche et à la mobilisation nationale à partir du 13 octobre 2008, de Caracollo à la ville de La Paz, contre le Congrès National, jusqu'à l'approbation de la loi de convocation au référendum pour approuver la nouvelle Constitution Politique de l'État. 6. - Exiger au Pouvoir Judiciaire, au Ministère Public, de faire des recherches et de sanctionner les auteurs intellectuels et matériels du coup d'État civil-civico-préfectoral, des actions terroristes de génocide, d'attentat contre la démocratie, l'institutionnalité et l'état de droit. 7. - Exiger au Sénat National, l'approbation immédiate de la Loi de vote des boliviens et boliviennes de l'extérieur. La journée a conclu avec l'intervention des principaux mouvements sociaux du pays, du vice-président Alvaro Garcia Linera et du président Evo Morales. Finalement, le président de la CONALCAM, Fidel Surco, a procédé à la lecture des conclusions. Indymedia Bolivie, 28 septembre 2008. <http://bolivia.indymedia.org/node/21528> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>